

Le gouvernement burundais fustige le "pessimisme" de l'ICG

PANA, 29 octobre 2012 Bujumbura, Burundi - L'organisation internationale de prévention des conflits dans le monde (ICG) a encore fustigé lundi le gouvernement burundais en sortant un rapport "pessimiste" sur la mauvaise situation sociopolitique qui prévaut dans le pays. Le rapport de ICG a été rendu public le 25 octobre dernier sous le titre de "Bye bye Arusha ?", du nom de la ville tanzanienne qui a abrité les pourparlers inter burundais ayant débouché sur la signature de l'accord d'août 2000 sur la paix et la réconciliation nationale afin de mettre fin à plusieurs années de guerre civile à travers un meilleur partage des responsabilités entre les deux principales composantes ethniques antagonistes des hutu et des tutsi.

Dans sa réaction à ce rapport, le gouvernement du Burundi a sorti un communiqué officiel qui fustige l'habitude de ICG de présenter un tableau sombre de la situation sociopolitique nationale. "L'analyse faite par l'organisation sur l'application des Accords d'Arusha semble anachronique étant donné que l'environnement a, depuis, beaucoup évolué, en même temps que les acteurs politiques nationaux", souligne en substance le communiqué du gouvernement burundais. Néanmoins, poursuit le communiqué, "l'esprit des accords d'Arusha reste le guide de l'action du Gouvernement et le fondement de la Constitution actuelle en ce qui concerne le partage du pouvoir ainsi que le respect des équilibres ethnique, régional et de genre au niveau de toutes les institutions". Dans un récent message à la nation, le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, n'avait toutefois pas exclu la révision de certaines dispositions constitutionnelles et d'autres textes électoraux qui ne sont plus en phase avec la situation sociopolitique du moment dans le pays. Par ailleurs, le conseil national pour la défense de la démocratie/forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD), au pouvoir, se plaint souvent de disposer d'une majorité absolue au parlement, mais de devoir composer aujourd'hui encore avec l'esprit et la lettre des accords d'Arusha pour gouverner ou légiférer. "Il convient de rappeler que ce rapport n'est pas le premier que l'organisation publie sur le Burundi depuis les élections 2010, le dernier, sorti le 7 février 2011, aussi pessimiste que le nouveau, qualifiait la situation d'impasse politique, alors que le pays venait de se doter des institutions démocratiquement élues avec le concours et l'accompagnement de la communauté internationale", revient à la charge le texte du communiqué. Le gouvernement burundais n'apprécie pas non plus la sortie du rapport de ICG à la veille de la tenue de la conférence internationale des partenaires au développement du Burundi. La conférence a été ouverte lundi 29 octobre, en Suisse, en présence du deuxième vice-président de la République en charge des questions économiques et sociales, Gervais Ruffyikiri, et des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux dont le pays attend un peu plus d'un milliard de dollars américains pour financer le cadre stratégique de croissance et de lutte contre la pauvreté (CSLP II, seconde génération).